

◎ LE PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS TRACÉS



INDICE DES CAPACITÉS DE BASE

DIX ANS APRÈS LA DÉCLARATION DU MILLÉNAIRE : L'avancée des indicateurs sociaux se ralentit

L'Indice des capacités de base (ICB) 2010, développé par Social Watch, montre que la réduction de la pauvreté est en perte de vitesse depuis les deux dernières décennies. Depuis l'an 2000, date de la mise en place des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), l'évolution de l'ICB indique que les progrès ralentissent au lieu de s'accélérer, et que les efforts de la communauté internationale ne se traduisent pas par des avancées plus rapides dans les indicateurs sociaux. Le progrès social n'emboîte pas forcément le pas à la croissance économique et il faut de meilleurs indicateurs sociaux, non monétaires, pour faire un suivi plus précis de l'évolution de la pauvreté dans le monde.

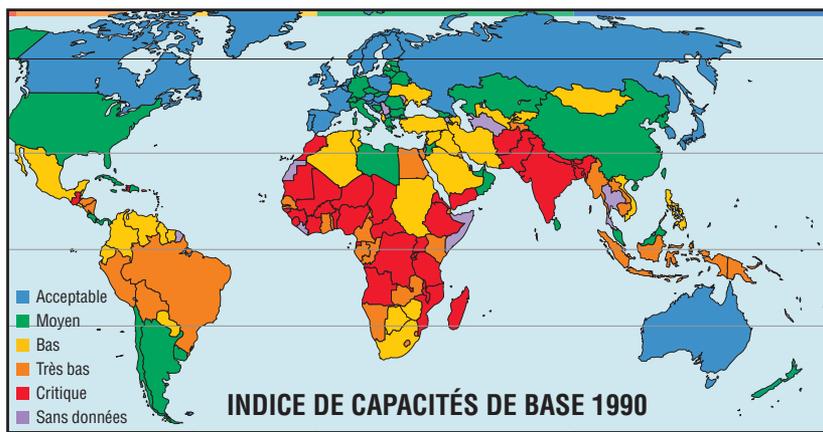
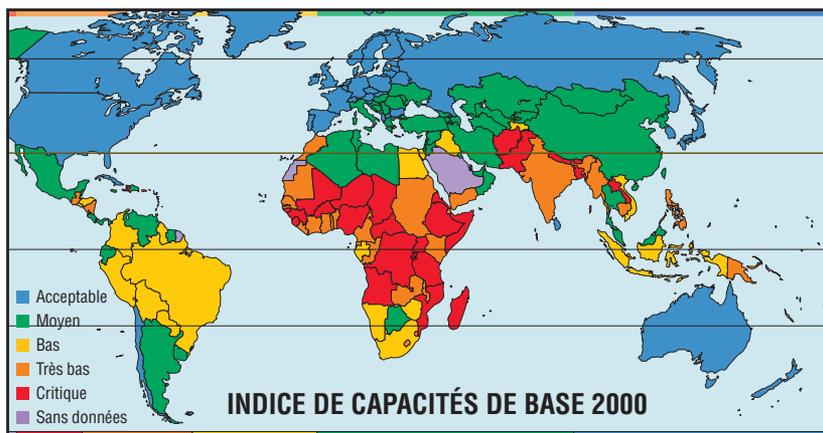
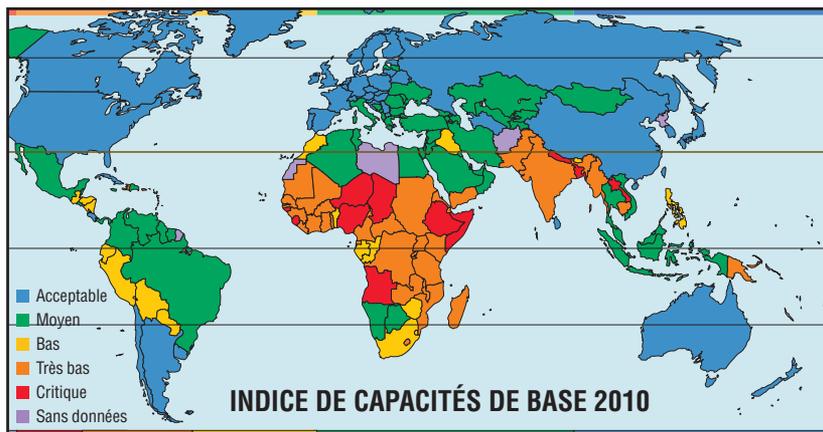
Dans son rapport de février 2010 *Tenir les promesses*, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, affirme que les OMD « sont les cibles du monde, quantifiées et mesurables dans le temps pour lutter contre l'extrême pauvreté, la faim et les maladies en promouvant l'égalité des sexes, l'éducation et le respect de l'environnement. Elles sont aussi l'émanation des droits fondamentaux de la personne humaine : le droit à la santé, à l'éducation et au logement pour tous ».

Cependant, même si les objectifs sont "quantifiables", ils ne sont pas faciles à mesurer. L'ONU a développé un ensemble de 38 indicateurs dans chacune des cibles spécifiques correspondant à chaque objectif, mais il manque des données pour la plupart des pays. Pour la cible la plus importante, celle qui vise à réduire le pourcentage de population vivant avec moins d'un dollar par jour, les données de 2005, ou certaines plus récentes, ne sont disponibles que pour 67 pays.

Le panorama actuel à travers l'ICB

L'ICB a été conçu par Social Watch comme une méthode alternative de suivi de la situation de la pauvreté dans le monde. La plupart des outils de mesure disponibles de la pauvreté se fondent sur le principe qu'il s'agit d'un phénomène monétaire, et mesurent par exemple le nombre de personnes vivant avec un revenu inférieur à un dollar par jour. L'ICB, de même que d'autres outils alternatifs (non monétaires) de mesure de la pauvreté, prend en compte la capacité d'accès à une série de services indispensables à la survie et à la dignité humaine. Les indicateurs qui composent l'ICB sont les plus élémentaires de tous ceux qui composent les OMD.

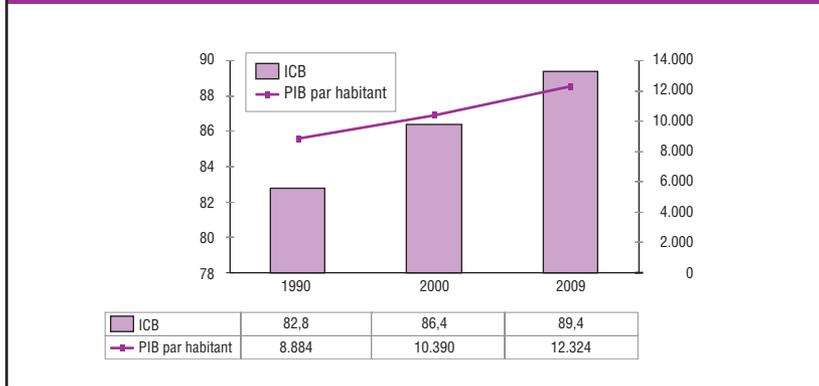
L'ICB est la moyenne de trois paramètres : 1) la mortalité des enfants de moins de cinq ans, 2) la santé reproductive ou maternelle et infantile, et 3) l'éducation (à travers une variable combinée d'inscription à l'école primaire et de taux de survie jusqu'en fin du primaire). Tous les indicateurs sont exprimés en pourcentages sur une échelle de variation de 0 à 100. La mortalité infantile, habituellement exprimée par le nombre de décès pour 1.000 enfants nés vivants, est exprimée sur la base de 100 moins cette valeur. Ainsi, par exemple, un taux de 20 morts pour 1.000 se convertit en 2 % et, en soustrayant ce chiffre à 100 il détermine une valeur de 98 pour l'indicateur. De cette façon, la valeur théorique maximale de mortalité infantile est de 100, ce qui voudrait dire que tous les enfants nés vivants parviennent à atteindre l'âge de cinq ans. La Santé reproductive atteint sa valeur maximum (100) lorsque toutes les femmes susceptibles d'enfanter sont suivies par un personnel médical spécialisé. De la même façon, l'éducation atteint un maximum de 100 quand tous les enfants en âge scolaire sont inscrits à l'école



ÉVOLUTION DE L'ICB PAR PAYS											
Pays	ICB 2000	Évolution de l'ICB	ICB 2010	Pays	ICB 2000	Évolution de l'ICB	ICB 2010	Pays	ICB 2000	Évolution de l'ICB	ICB 2010
Afghanistan	45			France	99		99	Nigéria	64	←	61
Afrique du Sud	85		86	Gabon	84			Norvège	99		99
Albanie	99	↔	97	Gambie	76	←	72	Nouvelle-Zélande	98	→	99+
Algérie	94	→	96	Géorgie	94	→	97	Oman	94		94
Allemagne	99+		99	Ghana	66	→	77	Ouzbékistan	96	→	97
Angola	57	→	60	Grèce	94	→	99	Pakistan	55	→	65
Arabie saoudite			92	Guatemala	69	→	88	Panama	94		94
Argentine	97	→	98	Guinée	54	→	67	Paraguay	81	→	89
Arménie	95		94	Guinée Bissau	55	→	60	Pays-Bas	99+		99
Australie	99		99	Guinée Équatoriale	66	→	68	Pérou	82	→	88
Autriche	99		99	Guyana	85	→	91	Philippines	79	→	81
Azerbaïdjan	90	→	94	Haïti	63	→	67	Pologne	99		99
Bahamas	94	→	97	Honduras	80	→	84	Portugal	98	→	99
Bahrein	95		95	Hongrie	97		98	Qatar	96	↔	94
Bangladesh	61		61	Inde	67	→	73	République arabe syrienne	92	→	96
Bélarus	98		99	Indonésie	85	→	90	République centrafricaine	63	→	65
Belgique	99+	↔	99	Iran	93	→	95	République de Corée	99+		99
Belize	91	→	96	Iraq	81	→	88	République de Moldavie	91	→	96
Bénin	78	→	85	Irlande	98		99	République dém. du Congo	58	→	78
Bhoutan	63	→	85	Islande	99+		99	République dominicaine	90		90
Birmanie	67	→	77	Israël	96		96	République pop. dém. de Corée	92		
Bolivie	82		83	Italie	95		99	République tchèque	99		98
Bosnie-Herzégovine	97		97	Jamaïque	94	↔	93	Roumanie	97		97
Botswana	91		90	Japon	99+		99+	Royaume-Uni	99		99
Brésil	88	→	96	Jordanie	97		97	Rwanda	57	→	79
Bulgarie	98		98	Kazakhstan	95	→	97	Sénégal	70	→	71
Burkina Faso	55	→	69	Kenya	65	→	71	Serbie	97	→	98
Burundi	53	→	66	Kirghizistan	95		95	Sierra Leone	55	→	61
Cambodge	65	→	70	Kiribati	88	←	82	Singapour	98		98
Cameroun	75		75	Koweït	94		94	Slovaquie	98		98
Canada	99		99+	Lao RDP	59	→	63	Slovénie	99		98
Cap-Vert	93	←	87	Lesotho	74	→	78	Somalie	58		57
Chili	98		98	Lettonie	99	↔	97	Sri Lanka	98		99
Chine	97	→	99	Liban	94	↔	92	Soudan	79	↔	77
Chypre	95		96	Libéria	70	←	67	Suède	99		99
Colombie	87	→	94	Libye	96			Suisse	98		98
Comores	74			Lituanie	99		98	Suriname	91		91
Congo	73	→	80	Luxembourg	99		99	Swaziland	77	→	81
Costa Rica	96	→	97	Madagascar	61	→	76	Tadjikistan	86	→	93
Côte d'Ivoire	73	→	74	Malaisie	96	→	97	Tanzanie	63	→	75
Cuba	98		99	Malawi	72	↔	70	Tchad	50	→	54
Danemark	99		99	Maldives	88	→	92	Thaïlande	96		96
Djibouti	72	→	76	Mali	62	→	69	Togo	71	→	74
Dominique	96	←	92	Malte	95	→	97	Trinité-et-Tobago	96		96
Égypte	83	→	91	Maroc	78	→	88	Tunisie	94	→	97
El Salvador	88	→	91	Maurice	98		98	Turkménistan	91	→	98
Émirats arabes unis	92	→	95	Mauritanie	69	→	71	Turquie	90	→	95
Équateur	95	←	88	Mexique	92	→	96	Ukraine	97		97
Érythrée	56	→	76	Mongolie	94	→	96	Uruguay	97	→	98
Estonie	99		99	Monténégro	97		97	Venezuela	94	←	91
Espagne	99		99	Mozambique	62	→	71	Viet Nam	86	→	93
États-Unis d'Amérique	97		97	Namibie	86	→	90	Zambie	68	→	75
Éthiopie	48	→	53	Népal	54	→	58	Zimbabwe	82	→	87
Fédération de Russie	99		98	Nicaragua	76	→	81				
Finlande	99+		99	Niger	48	→	59				

Références : ← Recul sévère ↔ Recul || Stagnation → Progrès léger → Progrès significatif
 Note : les valeurs en italique sont estimées.

GRAPHIQUE 1. ICB et PIB par habitant dans le monde (1990-2009)



et parviennent en dernière année d'études primaires. On fait ensuite la moyenne de ces trois indicateurs, de sorte que la valeur totale de l'indice varie entre 0 % et 100% (voir Évolution de l'ICB par pays).

En termes généraux, les chiffres montrent que depuis 1990 le monde a progressé dans ses efforts pour réduire la pauvreté. Au cours des deux dernières décennies, l'ICB et le produit brut par habitant se sont améliorés à l'échelle mondiale. Le Graphique 1 offre la moyenne de la valeur totale de l'ICB et du revenu par habitant dans le monde en dollars PPA (de parité du pouvoir d'achat) pour trois points dans le temps (1990, 2000 et 2009).

Alors que la croissance du revenu par habitant s'est accélérée et est passée de 17 % entre 1990 et 2000 à 19 % entre 2000 et 2009, la croissance de l'ICB a ralenti et est passée de 4 % au cours de la dernière décennie du XX^e siècle à 3 % au cours des premières années du siècle actuel. Cela prouve que la Déclaration du millénaire et les efforts réalisés par la communauté internationale pour atteindre les objectifs stipulés ne se sont pas traduits par des progrès plus rapides dans les indicateurs sociaux. Au contraire, les données ajoutées du Graphique 1 coïncident avec les découvertes des dernières recherches, où l'on reporte également un ralentissement dans l'avancée des indicateurs depuis l'an 2000¹.

Ce comportement de l'ICB au niveau agrégé présente des variations importantes en ce qui concerne la désagrégation par région. Ces unités d'agrégation s'expliquent au moins pour deux raisons. D'un côté, il existe des modèles de diffusion géographique dans la conception et dans la mise en œuvre des politiques publiques destinées à la réduction de la pauvreté et les besoins élémentaires captés par l'ICB et d'autres méthodes de mesures de l'extrême pauvreté. De l'autre, les pays qui composent les régions présentent des modèles clairs d'interdépendance qui induisent les indicateurs socio-économiques à se comporter de la même façon.

Pour l'élaboration du Graphique 2 les ICB régionaux correspondent à des estimations qui pondèrent les ICB nationaux par la population. Le graphique montre que toutes les régions ont augmenté leurs valeurs de l'ICB, certaines d'entre elles seulement de façon très discrète. Par exemple, les pays développés offrent des variations ou des augmentations très faibles parce que leurs taux

sont tout proches de 100 % et ils ne peuvent plus obtenir d'améliorations. Ce sont les pays qui présentent un plus grand niveau de développement humain et d'équité et moins de pauvreté, et qui ont aussi de meilleurs niveaux quant aux Capacités élémentaires des gens.

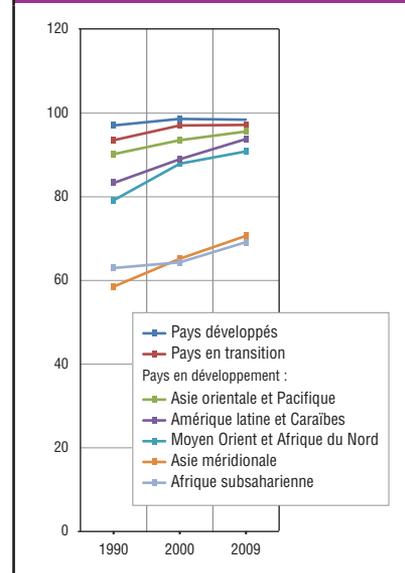
Deuxièmement, les pays en transition, l'Amérique latine et les Caraïbes ainsi que le Moyen Orient et l'Afrique du Nord montrent des progrès sur la période 1990-2009. Cependant, les plus fortes avancées ont été enregistrées entre 1990 et 2000, alors que leur évolution entre 2000 et 2009 est relativement plus faible. De nouveau, les données indiquent un ralentissement de l'évolution de l'ICB depuis l'an 2000 au lieu d'une avancée à partir de la mise en œuvre des OMD.

Troisièmement, l'Asie méridionale avance dans son ICB au même niveau avant et après l'an 2000, alors que l'Afrique subsaharienne est la seule région qui évolue plus rapidement à partir de l'an 2000 que lors de la décennie antérieure, période sur laquelle le continent n'a pratiquement pas progressé. Toutes deux partent de niveaux très bas et doivent encore accélérer davantage si elles veulent atteindre des niveaux moyennement acceptables dans les dix ans qui viennent. L'Asie méridionale progresse à un rythme supérieur à celui de l'Afrique subsaharienne. Cette région se compose d'un petit groupe de pays et sa moyenne est fortement influencée par l'Inde, qui a progressé de 5 points dans l'ICB, entre 1990 et 2000, et de 5 autres points depuis lors. Le groupe qui compose l'Afrique subsaharienne, aussi vaste qu'hétérogène, est celui qui a obtenu la valeur la plus basse dans l'ICB 2010.

Parmi les pays en développement de l'Asie orientale et du Pacifique, l'avancée de l'ICB est très lente étant donné le grand poids de la Chine qui progresse très lentement dans ses valeurs d'ICB relativement élevés. Cela tranche notablement avec le comportement de la Chine vis-à-vis du revenu par habitant ou de la population dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. Pour ces deux indicateurs, la Chine présente des progrès énormes au cours des deux dernières décennies, alors que les avancées dans ses indicateurs sociaux de base ont été enregistrées avant la décennie 1990.

Le Tableau 1 montre une autre façon d'observer l'évolution récente sur la base d'un niveau déterminé par les valeurs établies dans l'ICB (Critique, Très Bas, Bas, Moyen et Acceptable). En deux décennies, le groupe des pays aux valeurs moyenne et acceptable et le groupe de ceux qui ont les niveaux bas, très bas et critique invertissent leurs positions, le premier passant de 40 %

GRAPHIQUE 2. Évolution de l'ICB par régions (1990-2009)



à 61 % de l'ensemble des pays pour lesquels on peut calculer l'ICB et le second de 60 % à 39 %. Dans les deux cas, c'est avant l'an 2000 que l'on assiste à la grande réduction dans le groupe comportant les pires situations et la croissance du nombre de pays ayant des niveaux relativement meilleurs et c'est dans le nouveau millénaire que les rythmes baissent.

Quelques cas dans l'évolution récente

Aux grandes variations entre les régions se sont ajoutées des variations entre les pays d'une même région. L'Europe et l'Amérique du Nord sont relativement homogènes, montrant de bas niveaux de variation entre les pays appartenant à chacune de ces zones géographiques. De plus, ces cas ne reflètent aucune avancée substantielle, étant donné qu'ils représentent les pays de niveaux satisfaisants pour l'indice. En revanche, d'autres régions présentent un plus grand taux de variation dans l'évolution des deux dernières décennies (voir Graphique 2). Tous les niveaux de la carte générale présentée dans le Tableau de l'évolution montrent des cas d'avancée et d'autres de recul.

Dans le groupe des pays qui montrent un niveau de l'ICB acceptable, c'est l'Albanie qui a le plus progressé dans les années 90, puis elle a subi le pire recul lors de la décennie suivante. Ce taux de recul est relativement léger, mais il met en relief un manque de continuité dans l'effort visant à améliorer le comportement des indicateurs

TABLEAU 1 : Évolution de l'ICB par niveaux (en nombre de pays)

	1990	2000	2010
Critique	42	35	22
Très bas	18	17	22
Bas	34	19	19
Moyen	29	43	40
Acceptable	33	50	58
Total	156	164	161

1 Fukuda-Parr y Greenstein, "How should MDG implementation be measured: faster progress or meeting targets?", Document de travail 63. International Policy Centre for Inclusive Growth, mai 2010.

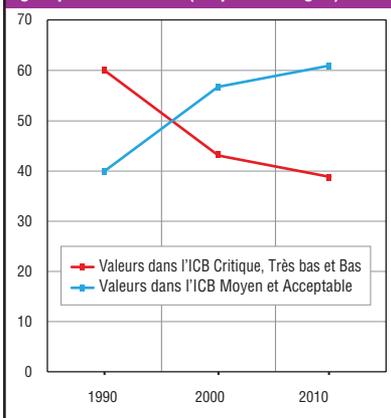
de base que couvre l'ICB. Dans le groupe ayant des valeurs intermédiaires, il convient d'en signaler les deux extrêmes. D'un côté, personne ne s'étonne de l'évolution positive marquée par le Brésil, où les taux de croissance très élevés et un engagement stable de l'élite politique ont facilité la réduction des facteurs de pauvreté de la population au cours des deux dernières décennies. Et de l'autre, les bénéfices enregistrés par de nombreux pays à hauts revenus pétroliers en Afrique subsaharienne pour cette ressource naturelle, n'ont pas de retombées automatiques sur le bien-être social de la population, même dans les cas où l'évolution de l'économie montre des indicateurs sains. Il va sans dire que bailler des fonds et des services orientés à la réduction de la pauvreté ne suffit pas et qu'une action commune des agents qui dirigent le système politique est requise. Sans cet engagement il n'est pas de progrès social.

En dernier lieu – mais non de moindre importance –, d'autres cas à des niveaux différents de l'ICB méritent aussi d'être mentionnés. Dans le niveau bas, le Guatemala et le Bhoutan ont fait de grands pas en avant. Pour le niveau très bas, il y a des pays qui sortent de conflits ethniques et de guerres civiles qui se sont déroulées pendant les dernières décennies, comme le Rwanda, qui montre une amélioration notoire sur la période 2000-2009, alors que le Soudan poursuit sa chute systématique dans les valeurs de l'ICB sur les périodes étudiées. D'autre part, pour le niveau critique, certains pays comme le Burkina Faso, le Burundi ou la Guinée ont bien progressé alors que d'autres, comme le Nigeria, ne l'ont pas fait.

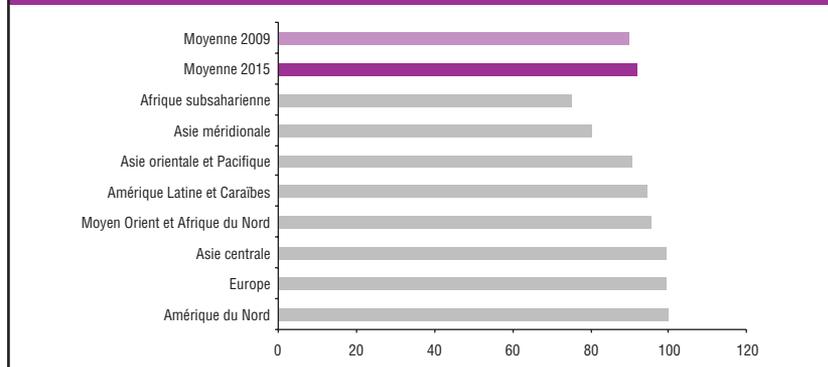
Le regard porté vers l'avenir

Étant donné l'évolution récente dans les valeurs de l'ICB, la pauvreté mesurée d'après l'accès à un pool de services indispensables à la survie humaine va continuer à se réduire progressivement, mais la vitesse de réduction de la misère n'est pas déterminée directement par l'économie. Même à des taux de croissance économique modérément bas, les indicateurs de l'ICB tendent à la baisse, comme c'est le cas avec d'autres systèmes de mesure non monétaire de la pauvreté, tels que les besoins élémentaires non satisfaits, mesurés dans une bonne partie de l'Amérique latine pendant les années 80. Si les ICB sont à long terme une vague où un nombre décroissant de pays se retrouvera au niveau critique et un nombre

GRAPHIQUE 3. Évolution selon deux grands groupes de niveaux (en pourcentages)



GRAPHIQUE 4. Évolution de l'ICB par régions vers 2015



croissant se situera à un niveau stable avec des valeurs supérieures à 90 %, il faut que les responsables qui se dédient à observer l'évolution des OMD s'orientent vers l'exploration des indicateurs produisant un plus grand niveau de variation ou de désagrégation, particulièrement pour les niveaux avec un ICB plus élevé.

Pour que ce suivi soit faisable, il faut que la communauté internationale s'engage à produire des statistiques mieux faites et plus précises, qui distinguent de façon adéquate les genres, les régions et les ethnies. Ces indicateurs sont actuellement disponibles pour une bonne partie des pays développés, mais nous ne savons pratiquement rien sur leur façon de se comporter dans le reste du monde. Dans les années à venir, de nombreux pays passeront dans le groupe des valeurs moyennes

et acceptables dans l'ICB et il y aura progressivement davantage de pays avec des valeurs stagnantes car l'ICB ne peut pas dépasser 100%. Le modèle de croissance soutenu dans les valeurs de l'ICB pour le monde entier, indépendamment de son ralentissement relatif à partir de 2000, indique qu'un nombre grandissant de pays doit faire l'objet d'un suivi sur la base d'indicateurs qui captent plus précisément l'évolution de la pauvreté non monétaire dans le monde.

La projection linéaire dans le Graphique 4, fondée sur les données des périodes 1990-2000 et 2000-2009, montre aussi que si la tendance actuelle de l'évolution de l'ICB se maintient, de grandes régions du monde seront encore bien loin d'atteindre des niveaux acceptables en 2015. ■

NOTE TECHNIQUE :

I. Les Indicateurs de l'ICB :

1. Éducation : a) Pourcentage des enfants qui terminent les études primaires ; b) taux net d'inscriptions dans l'enseignement primaire. L'Indicateur Éducation se compose de la moyenne de ces deux valeurs (a et b)

2. Mortalité chez les enfants de moins de cinq ans. La valeur de cet indicateur est représenté comme $11-(100-M)$, comme le taux de survie jusqu'à l'âge de cinq ans, où M est le taux de décès au cours des cinq premières années de vie pour 1000 naissances.

3. Pourcentage des accouchements assistés par des professionnels de la santé.

II. L'ICB a été calculé pour trois points dans le temps, à l'aide de plusieurs sources d'information de libre accès (voir la liste complète des sources sur <www.socialwatch.org>). Dans le but de compléter les données pour 1990, 2000 et 2009, l'équipe de recherche de Social Watch a élaboré un système de mesures approchées (ou *proxies*) qui maximise l'information disponible. Pour 1990, on considère toutes les données disponibles sur une tranche de cinq ans, en prenant pour base 1990 et en assumant +/- 2 ans. Dans les cas où l'information antérieure à 1990 n'est pas disponible, on prend la même tranche de cinq ans jusqu'à 1995 inclus. Pour l'an

2000 on prend une tranche de cinq ans, en laissant comme base l'an 2000 et un critère de +/- 2 ans. Enfin, pour 2009 on a appliqué le critère de la dernière donnée disponible depuis 20051.

III. Il existe un degré élevé de corrélation entre les valeurs des trois indicateurs, et à leur tour les valeurs de chaque indicateur sont en corrélation avec leurs valeurs en trois points différents du temps ; ainsi, dans les cas où il manque l'information sur le pourcentage d'accouchements assistés par des professionnels de la santé, on impute des valeurs fondées sur les deux autres indicateurs de l'indice (éducation et mortalité infantile).

IV. Dans le but de classifier l'évolution, l'équipe de Social Watch a appliqué les critères de recouplement suivants : moins d'un écart-type négatif de la moyenne de l'évolution (Recul sévère) ; entre un écart-type négatif de la moyenne et -1 % de variation dans le taux (Recul) ; entre -1 % et 1 % de variation dans le taux (Stagnation) ; entre 1% de variation dans le taux et un écart-type sur la moyenne de variation (Léger progrès) ; et plus d'un écart-type sur la moyenne de variation (Progrès significatif). ■

1 Les valeurs de l'ICB divulguées dans les "diamants" qui apparaissent dans les rapports nationaux correspondent aux valeurs de l'ICB 2010.

INDICE D'ÉQUITÉ DE GENRE (IEG)

VALEURS DE L'IEG 2009

Social Watch a développé l'Indice d'équité de genre (IEG)¹ afin de contribuer à la compréhension de l'inégalité de genre et de surveiller sa situation et son évolution dans les différents pays et régions du monde, selon une sélection

d'indicateurs pertinents à l'inégalité de genre dans trois dimensions, à savoir : éducation, participation économique et autonomisation. ■

Pays	IEG 2009	Éducation	Activité Économique	Empowerment	Pays	IEG 2009	Éducation	Activité Économique	Empowerment
Afrique du Sud	75	98,9	51,4	73,8	Côte d'Ivoire	39	64,5	38,1	15,2
Albanie	55	96,3	61,9	6,6	Croatie	75	99,4	70,7	56,0
Algérie	53	96,5	39,4	22,4	Cuba	70	96,7	52,0	61,7
Allemagne	78	93,8	67,6	73,0	Danemark	79	97,6	78,6	61,1
Angola	60	75,3	71,3	32,8	Djibouti	47	74,5	56,2	10,8
Arabie saoudite	43	96,4	18,9	12,8	Égypte	44	91,3	25,1	15,2
Argentine	72	98,8	61,9	56,2	El Salvador	68	99,1	51,2	52,3
Arménie	58	97,1	71,2	4,6	Émirats arabes unis	50	97,3	33,4	19,2
Australie	75	95,2	75,0	55,0	Équateur	72	98,5	64,3	54,3
Autriche	71	95,1	61,0	56,6	Érythrée	47	62,1	54,3	24,8
Azerbaïdjan	60	91,1	73,3	15,3	Espagne	77	98,4	58,3	74,1
Bahamas	79	98,1	80,7	58,9	Estonie	73	97,6	71,2	50,8
Bahrein	46	98,0	34,1	6,0	États-Unis d'Amérique	74	97,0	72,3	52,3
Bangladesh	53	85,8	53,5	18,9	Éthiopie	53	64,8	69,7	25,5
Barbade	76	99,0	73,2	57,0	Fédération de Russie	71	97,3	71,2	45,1
Bélarus	66	96,6	72,7	28,9	Finlande	84	98,6	78,5	75,7
Belgique	72	96,0	64,2	56,2	France	72	96,6	71,7	47,8
Belize	63	98,2	45,9	44,1	Gabon	53	77,7	65,9	16,7
Bénin	42	53,9	54,7	17,8	Gambie	50	72,5	60,8	17,7
Bolivie	66	94,8	65,7	37,6	Géorgie	62	94,7	49,7	42,5
Bosnie-Herzégovine	61	93,3	76,0	13,0	Ghana	58	79,4	82,5	11,0
Botswana	66	98,8	49,0	49,5	Grèce	65	95,9	61,2	38,6
Brésil	68	96,5	64,6	43,6	Guatemala	51	93,7	36,7	23,5
Bulgarie	73	96,1	71,6	52,6	Guinée Équatoriale	44	73,8	49,4	7,9
Burkina Faso	54	68,8	76,6	17,7	Guinée-Bissau	47	46,9	58,3	35,6
Burundi	64	75,8	88,1	27,9	Guyana	60	96,7	47,1	35,7
Cambodge	62	78,1	83,5	23,2	Honduras	69	99,1	53,6	54,2
Cameroun	51	80,4	57,1	14,3	Hong Kong	75	95,7	66,0	62,4
Canada	74	95,9	73,8	53,7	Hongrie	70	96,1	68,3	44,9
Cap-Vert	54	97,8	40,1	22,6	Îles Salomon	47	82,4	58,2	0,0
Chili	62	97,1	45,9	42,8	Inde	41	77,5	36,6	7,9
Chine	68	92,4	73,3	38,6	Indonésie	55	96,8	52,8	16,0
Chypre	65	97,9	68,2	29,0	Iran	54	97,1	45,7	20,5
Colombie	75	98,8	69,7	56,5	Irlande	69	98,1	63,3	46,9
Congo	45	65,4	57,4	12,6	Islande	78	98,7	78,8	55,2
Costa Rica	67	98,2	54,3	47,9	Israël	72	97,1	75,2	44,1

1 Les valeurs de IEG qui apparaissent sous forme de diamants dans les rapports nationaux sont ceux qui sont inclus dans le IEG 2009, développé par l'Équipe de recherche en sciences sociales du Département de sociologie de la Faculté de sciences sociales de l'Université de la République, Uruguay, composé par Gabriel Errandonea (coordonnateur), Gabriel Gómez, Daniel Umpiérrez et Ruy Blanco.

VALEURS DE L'IEG 2009									
Pays	IEG 2009	Éducation	Activité Économique	Empowerment	Pays	IEG 2009	Éducation	Activité Économique	Empowerment
Italie	64	96,8	54,6	42,1	Qatar	48	98,0	32,7	12,2
Jamaïque	61	99,0	64,7	18,3	République arabe syrienne	54	93,3	38,8	29,2
Japon	59	91,5	55,3	30,2	République centrafricaine	46	55,8	70,0	11,4
Jordanie	47	98,8	33,5	9,4	République de Corée	53	80,0	53,9	23,6
Kazakhstan	74	97,3	75,1	50,4	République de Moldavie	74	97,9	71,8	51,9
Kenya	59	85,3	80,6	11,2	République dominicaine	65	97,5	49,9	47,1
Kirghizistan	70	98,8	65,8	45,5	République tchèque	68	96,8	64,0	43,4
Koweït	49	97,6	46,3	4,2	Roumanie	71	97,3	74,6	42,0
Lao, RDP	52	80,6	59,2	16,8	Royaume-Uni	74	97,5	72,8	51,1
Lesotho	64	99,5	57,6	35,9	Rwanda	84	88,2	84,6	77,8
Lettonie	75	97,1	71,0	57,0	Saint-Vincent-et-les Grenadines	60	96,6	59,5	23,6
Liban	47	98,4	36,2	6,2	Sainte-Lucie	71	98,2	59,1	55,4
Lituanie	76	97,3	75,6	53,8	Samoa	49	92,7	44,5	8,6
Luxembourg	61	98,2	60,1	23,5	Sao Tomé-et-Principe	49	98,3	35,2	12,3
Macédoine	67	96,1	55,5	50,1	Sénégal	55	76,4	61,3	27,1
Malaisie	58	98,6	46,6	29,7	Sierra Leone	45	65,9	52,8	15,1
Maldives	61	97,9	58,6	26,2	Singapour	63	95,0	58,6	36,5
Mali	53	65,5	77,3	17,0	Slovaquie	69	97,0	67,2	42,2
Malte	58	96,7	49,5	28,5	Slovénie	65	81,8	70,7	42,8
Maroc	45	84,0	29,2	21,4	Soudan	43	86,4	29,1	12,4
Maurice	60	98,3	47,5	34,5	Sri Lanka	58	98,0	43,0	32,4
Mauritanie	51	75,0	57,3	19,2	Suède	88	96,3	83,8	82,9
Mexique	61	98,8	44,3	38,5	Suisse	62	91,8	71,3	23,4
Mongolie	70	99,4	58,2	52,6	Suriname	56	97,5	46,1	23,8
Mozambique	64	67,6	91,5	34,2	Swaziland	49	95,0	35,8	15,7
Namibie	71	96,5	65,6	50,8	Tadjikistan	52	78,2	65,8	12,2
Népal	51	74,1	57,1	22,5	Tanzanie	72	80,5	83,9	51,3
Nicaragua	52	98,5	36,4	19,7	Tchad	43	46,2	74,9	9,2
Niger	47	54,0	65,8	22,1	Thaïlande	70	98,3	71,7	40,6
Nigéria	44	76,9	47,0	9,3	Timor-Leste	66	95,1	67,0	34,9
Norvège	83	96,2	82,0	69,8	Togo	47	71,8	49,4	18,7
Nouvelle-Zélande	78	97,5	76,1	59,2	Trinité-et-Tobago	70	98,1	53,7	58,6
Oman	46	96,7	23,5	17,6	Tunisie	50	96,8	33,5	18,6
Ouganda	67	83,1	81,1	37,4	Turquie	46	85,3	35,8	17,3
Ouzbékistan	57	89,7	68,9	12,5	Ukraine	69	97,4	66,9	44,0
Pakistan	43	75,9	34,2	18,0	Uruguay	69	97,1	64,0	45,1
Panama	70	98,1	60,8	50,4	Vanuatu	54	76,0	79,5	6,5
Paraguay	67	97,6	55,6	47,2	Venezuela	68	98,3	60,8	43,9
Pays-Bas	77	95,7	70,7	65,4	Viet Nam	74	96,5	81,3	44,0
Pérou	70	98,8	63,4	47,0	Yémen	30	49,2	34,4	6,3
Philippines	76	98,5	63,5	64,8	Zambie	56	79,0	64,0	25,6
Pologne	70	96,2	68,8	45,2	Zimbabwe	58	88,1	67,0	17,6
Portugal	73	97,6	69,1	52,8					

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT NETTE PAR PAYS DU COMITÉ D'ASSISTANCE AU DÉVELOPPEMENT (CAD)

	USD MILLIONS							POURCENTAGE DU RNB						
	1992-1993 MOYENNE	1997-1998 MOYENNE	2004	2005	2006	2007	2008	1992-1993 MOYENNE	1997-1998 MOYENNE	2004	2005	2006	2007	2008
Allemagne	7.269	5.719	7.534	10.082	10.435	12.291	13.981	0,36	0,27	0,28	0,36	0,36	0,37	0,38
Australie	984	1.011	1.460	1.680	2.123	2.669	2.954	0,36	0,27	0,25	0,25	0,30	0,32	0,32
Autriche	205	477	678	1.573	1.498	1.808	1.714	0,11	0,23	0,23	0,52	0,47	0,50	0,43
Belgique	840	823	1.463	1.963	1.977	1.951	2.386	0,39	0,33	0,41	0,53	0,50	0,43	0,48
Canada	2.457	1.876	2.599	3.756	3.683	4.080	4.785	0,46	0,32	0,27	0,34	0,29	0,29	0,32
Danemark	1.366	1.670	2.037	2.109	2.236	2.562	2.803	1,03	0,98	0,85	0,81	0,80	0,81	0,82
Espagne	1.411	1.305	2.437	3.018	3.814	5.140	6.867	0,27	0,24	0,24	0,27	0,32	0,37	0,45
États-Unis d'Amérique	10.916	7.832	19.705	27.935	23.532	21.787	26.842	0,17	0,09	0,17	0,23	0,18	0,16	0,19
Finlande	499	388	680	902	834	981	1.166	0,56	0,32	0,37	0,46	0,40	0,39	0,44
France	8.093	6.024	8.473	10.026	10.601	9.884	10.908	0,63	0,41	0,41	0,47	0,47	0,38	0,39
Grèce	–	176	321	384	424	501	703	–	0,15	0,16	0,17	0,17	0,16	0,21
Irlande	76	193	607	719	1.022	1.192	1.328	0,18	0,30	0,39	0,42	0,54	0,55	0,59
Italie	3.583	1.772	2.462	5.091	3.641	3.971	4.861	0,33	0,15	0,15	0,29	0,20	0,19	0,22
Japon	11.205	9.999	8.922	13.126	11.136	7.679	9.579	0,28	0,24	0,19	0,28	0,25	0,17	0,19
Luxembourg	44	103	236	256	291	376	415	0,31	0,60	0,79	0,79	0,89	0,92	0,97
Norvège	1.144	1.314	2.199	2.786	2.954	3.728	3.963	1,09	0,86	0,87	0,94	0,89	0,95	0,88
Nouvelle-Zélande	97	142	212	274	259	320	348	0,25	0,26	0,23	0,27	0,27	0,27	0,30
Pays-Bas	2.639	2.994	4.204	5.115	5.452	6.224	6.993	0,84	0,80	0,73	0,82	0,81	0,81	0,80
Portugal	264	255	1.031	377	396	471	620	0,31	0,25	0,63	0,21	0,21	0,22	0,27
Royaume-Uni	3.082	3.648	7.905	10.772	12.459	9.849	11.500	0,31	0,27	0,36	0,47	0,51	0,35	0,43
Suède	2.114	1.652	2.722	3.362	3.955	4.339	4.732	1,01	0,75	0,78	0,94	1,02	0,93	0,98
Suisse	966	904	1.545	1.772	1.646	1.685	2.038	0,39	0,33	0,40	0,43	0,39	0,38	0,42
TOTAL CAD	58.318	50.276	79.432	107.078	104.368	103.485	121.483	0,31	0,23	0,26	0,33	0,31	0,28	0,31
<i>Desquels :</i>														
Pays CAD-UE	31.483	27.199	42.789	55.750	59.034	61.538	70.974	0,44	0,33	0,35	0,44	0,43	0,39	0,43

Source : OECD, Website Database 2010. <www.oecd.org>.

DÉPENSES PUBLIQUES. Les gouvernements du monde ont accordé :

« Toute personne, en tant que membre de la société, a droit à la sécurité sociale ; elle est fondée à obtenir la satisfaction des droits économiques, sociaux et culturels indispensables à sa dignité et au libre développement de sa personnalité, grâce à l'effort national et à la coopération internationale, compte tenu de l'organisation et des ressources de chaque pays ».

Déclaration universelle des droits de l'homme, Article 22, 1948.

« Nous demandons aux pays industrialisés (...) d'appliquer sans plus de retard le programme renforcé d'allègement de la dette des pays pauvres très endettés et de convenir d'annuler toutes les dettes publiques bilatérales contractées par ces pays s'ils démontrent en contrepartie leur volonté de lutter contre la pauvreté ».

Déclaration du Millénaire, Paragraphe 15, 2000.

DROITS HUMAINS :

Le droit à la santé, à l'éducation et à la sécurité sociale ont été consacrés dans :

DUDH - Art. 22, 25 & 26

CIEFDR - Art. 6

PIDESC - Art. 9, 12 & 13

CEDAW - Art. 11 & 14

CDN - Art. 24, 26 & 28

ENGAGEMENTS INTERNATIONAUX :

Les dépenses publiques et la dette sont considérés dans :

Objectifs du millénaire pour le développement

Sommet mondial pour le développement social

IV Conférence mondiale sur les femmes –

Plate-forme d'action de Beijing – Domaines de préoccupation spéciale

Pays	Dépenses publiques en santé (% du PIB)			Dépenses publiques en éducation (% du PIB)				Services de dette extérieure (% du RNB)				Dépenses militaires (% du PIB)			
	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)
Afghanistan	8,8	7,9	7,6									1,6	1,5	2,1	2,2
Afrique du Sud	9,1	8,8	8,6	5,4	5,4	5,3	5,1	4,5	3,7	3,1	3,0	1,3	1,5	1,8	2,0
Albanie	6,6	6,6	7,0					2,5				1,4	1,3	1,3	1,3
Algérie	3,5	4,3	4,4												
Allemagne	10,7	10,5	10,4	4,5	4,4				13,2	9,8	2,5	4,5	4,4	3,8	2,9
Andorre	7,2	7,4	7,6	1,7	2,3	2,6									
Angola	2,1	2,8	2,5	2,6	2,6			10,7				8,0	8,3	9,2	8,2
Antigua-et-Barbuda	5,0	5,2	4,7									2,9	2,7	2,9	3,1
Arabie saoudite	3,2	3,4	3,4						31,1	13,1	10,7	1,0	0,9	0,7	0,8
Argentine	10,4	10,2	10,0	4,8	4,5	5,5		20,2	6,8	7,0	12,7	2,9	2,9	3,0	3,2
Arménie	5,4	4,7	4,4	2,7	2,7	3,0		7,2							
Aruba				4,8		4,8						1,8	1,8	1,8	1,8
Australie	8,7	8,8	8,9	4,8	5,2							0,9	0,8	0,9	0,9
Autriche	10,4	10,2	10,1	5,4					1,8	0,8	0,9	2,3	3,4	2,9	2,7
Azerbaïdjan	4,3	3,9	3,7	2,3	2,0	1,7	1,9	2,6				0,5	0,6	0,8	
Bahamas	6,4	6,8	7,3									3,6	3,4	3,2	2,7
Bahrein	3,8	3,6	3,7						3,8	4,8	3,9	1,2	1,2	1,2	1,1
Bangladesh	3,1	3,3	3,4		2,5	2,6	2,4	5,4				0,9	0,8		
Barbade	7,0	7,1	7,0	6,9		6,9	6,7		3,3	3,9	3,1	1,5	1,7	1,6	1,4
Bélarus	6,6	6,4	6,5	5,9	6,1	5,2		3,7				1,1	1,1	1,1	1,1
Belgique	9,8	9,5	9,4	6,0	6,0				15,7	69,3	10,5	1,0	1,0		
Belize	3,6	3,6	4,0			5,1		34,5	7,0	4,2		1,1	1,0		1,0
Bénin	4,7	4,7	4,8		3,9	3,6		7,2							
Bermudes				2,0	1,2										
Bhoutan	3,7	3,6	4,1	7,3			5,1		8,4	11,7	11,3	1,8	1,6	1,7	1,5
Bolivie	5,3	5,1	5,0		6,3			14,3	5,4	5,0	4,4	1,6	1,5	1,3	1,4
Bosnie-Herzégovine	9,2	9,4	9,8					5,0	1,0	0,7		2,9	2,6	2,6	3,4
Botswana	7,4	6,0	5,7	9,7		8,1		0,9	37,3	27,8	22,7	1,5	1,4	1,5	1,5
Brésil	8,2	8,5	8,4	4,5	5,0			44,7				2,6	2,4	2,4	
Brunei Darussalam	2,5	2,3	2,4						12,2	15,2	14,7	2,6	2,4	2,6	2,2
Bulgarie	7,7	7,2	7,3	4,5	4,2			21,9				1,2	1,2	1,4	1,8
Burkina Faso	6,7	6,3	6,1	4,5	4,5	4,6			2,5						
Birmanie	2,1	2,1	1,9					3,2	40,1	40,0	28,1	6,2	4,9	4,7	3,8
Burundi	11,0	13,1	13,9	5,1			7,2	39,8	4,9	4,0	3,5	0,7	0,6	0,6	0,6
Cambodge	6,4	5,9	5,9			1,6		0,7	0,6	0,5	0,6	1,1	1,1	1,1	
Cameroun	4,8	4,8	4,9	3,1	3,3	3,9		20,2	11,1	10,0		1,3	1,4	1,4	1,5
Canada	9,9	10,0	10,1	4,9								1,1	1,2	1,2	1,3

Pays	Dépenses publiques en santé (% du PIB)			Dépenses publiques en éducation (% du PIB)				Services de dette extérieure (% du RNB)				Dépenses militaires (% du PIB)			
	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)
Cap-Vert	4,6	4,9	4,5		6,0	5,7	5,7	6,9				1,0	1,0	1,0	1,0
Chili	6,1	6,0	6,2	3,4	3,2	3,4		14,9	20,8	13,9	18,2	3,6	3,7	3,4	3,5
Chine	4,5	4,4	4,3					3,1	2,4	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0	2,0
Chypre	6,1	6,2	6,6	6,3	7,0							3,8	3,6	3,2	3,7
Colombie	6,3	6,2	6,1	4,0	3,9	4,1	3,9	35,6	30,5	21,3	16,2	3,3	3,4	3,3	3,7
Comores	3,1	3,2	3,3												
Congo	2,4	2,1	2,4	1,8				2,0	1,3	1,0		1,3	1,1	1,4	1,3
Costa Rica	7,3	7,7	8,1		4,7	4,7	5,0	7,7				2,4	2,4	2,4	2,6
Côte d'Ivoire	3,9	3,9	4,2				4,6	3,5							
Croatie	7,0	7,1	7,6						6,2	6,4	10,5				
Cuba	9,3	7,6	10,4	9,8	9,1	13,3			2,8	4,4	9,2	1,5	1,5	1,6	1,5
Danemark	9,5	9,6	9,8	8,3	7,9							1,6	1,7	1,6	1,8
Djibouti	6,8	6,5	7,2	8,4	8,4	8,7		4,8							
Dominique	6,0	5,9	6,2			4,1	4,8	10,4				1,3	1,4	1,3	1,3
Égypte	6,0	6,3	6,3	4,8	4,0	3,7	3,7	6,1	6,1	6,5	6,3	6,3	6,5	4,2	4,1
El Salvador	7,1	6,6	6,2	2,7	3,0	3,0	3,6	10,9	10,4	11,5					
Émirats arabes unis	2,6	2,6	2,7	1,3					23,9	18,7		2,6	2,3	2,9	2,8
Équateur	5,2	5,3	5,8					29,5	5,6	4,9	4,7	2,9	2,7	2,5	2,3
Érythrée	3,6	3,6	3,3		2,0				13,4	11,1	9,9	0,6	0,6	0,6	0,5
Espagne	8,3	8,4	8,5	4,2	4,3							1,9			
Estonie	5,0	5,1	5,4	4,9											
États-Unis d'Amérique	15,4	15,5	15,7	5,4	5,7							1,7	1,6	1,5	1,6
Éthiopie	4,1	3,9	3,8		5,5	5,5		4,3				1,4	1,6	1,4	1,6
Fédération de Russie	5,2	5,3	5,4	3,8	3,9	4,1	4,0	14,6				1,0	1,2	1,2	1,2
Fidji	4,2	3,7	4,0					0,8				4,1	4,0	4,1	4,3
Finlande	8,5	8,3	8,2	6,3	6,1							1,9	1,9	2,2	2,2
France	11,1	11,0	11,0	5,6	5,6				6,9	4,3	2,8	2,8	2,3	1,9	1,5
Gabon	4,6	4,7	4,6					3,4	13,8	9,2	11,5	3,7	3,6	3,5	3,5
Gambie	6,1	6,6	5,5					11,8	0,8			1,5	1,3	1,4	1,3
Géorgie	8,6	8,4	8,2	2,5	3,0	2,7	2,9	7,4	19,6	13,0	15,5	0,9	0,9	0,9	0,8
Ghana	7,3	6,1	8,3	5,4				7,0				1,4	1,4	1,2	1,3
Grèce	9,4	9,5	9,6	4,0								2,5	2,4	2,3	2,3
Grenade	5,9	6,9	7,1					5,6				1,3	1,2	1,1	
Guatemala	6,0	6,8	7,3		3,0	3,0		12,4	11,8	12,7		0,6	0,5	0,7	
Guinée	5,6	5,8	5,6	1,7			1,7		8,8	4,6	4,2	3,3	5,2	9,2	8,1
Guinée Équatoriale	1,6	1,9	2,1						4,9	2,9	3,2	0,6	0,6	0,8	0,7
Guinée-Bissau	6,3	5,9	6,1						7,7	7,6					
Guyana	6,9	7,2	8,2	8,5	8,1	6,1		3,8				3,4	3,4	3,3	3,5
Haïti	4,6	5,8	5,3					3,6	12,5	13,2	12,2	0,4	0,4	0,4	0,5
Honduras	5,8	5,8	6,2					5,0		12,9	9,6				
Hong Kong (Chine)				4,2	3,9	3,5	3,3								
Hongrie	8,3	8,1	7,4	5,5	5,4							4,0			
Îles Caïmans				2,8	2,6				3,4	2,3	2,0				
Îles Marshall	13,6	14,4	14,7						3,4	4,5	1,9				
Îles Salomon	4,6	4,7	4,6					8,9	4,0	3,8		0,5	0,5	0,7	0,7
Inde	4,2	4,1	4,1	3,2	3,2			13,1							
Indonésie	2,0	1,9	2,2	2,9	3,6	3,5		15,4				1,4	1,2	1,3	1,2
Iran	6,6	6,9	6,4	4,7	5,1	5,5	4,8		7,6	13,7	8,7	2,8	2,6	2,5	2,5
Iraq	3,8	3,3	2,5						23,1	16,3	13,4	1,2	1,2	1,2	1,0
Irlande	7,3	7,1	7,6	4,8	4,8							3,8	3,8	2,9	
Islande	9,4	9,1	9,3	7,6	7,6										
Israël	8,0	7,9	8,0	6,2	6,2							0,6	0,5	0,5	0,6

Pays	Dépenses publiques en santé (% du PIB)			Dépenses publiques en éducation (% du PIB)				Services de dette extérieure (% du RNB)				Dépenses militaires (% du PIB)			
	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)
Italie	8,9	9,0	8,7	4,4	4,7										
Jamaïque	4,1	4,1	4,7	4,6		5,5		16,3							
Japon	8,2	8,1	8,0	3,5	3,5										
Jordanie	9,4	8,5	8,9					6,4	2,0						
Kazakhstan	3,9	3,6	3,7	2,3	2,6	2,8		42,2				7,7	7,8	8,4	8,0
Kenya	4,4	4,5	4,7	7,3	7,0	6,4	6,6	9,2				1,9	1,8	1,8	1,8
Kirghizistan	6,0	6,7	6,5	4,9	5,5	6,6		10,0	11,9	17,3	14,2	0,5	0,6	0,6	0,5
Kiribati	13,8	14,7	19,1									1,0	1,0	0,9	0,9
Koweït	2,2	2,1	2,2	4,7	3,8				5,9	5,7	16,0	4,8	4,7	6,1	5,9
Lao, RDP	4,3	4,0	4,0	2,4	2,9	3,0	2,3	17,3	33,7	49,6	41,8	1,0	1,0	1,3	1,0
Lesotho	6,2	6,7	6,2	14,2	13,8		12,4	7,4	6,5	5,7	4,5	1,7	1,7	1,8	2,0
Lettonie	6,3	6,9	6,2		5,1			39,1	4,9	6,4	8,2	3,1	3,2	3,1	2,4
Liban	8,5	9,1	8,8	2,6	2,8	2,6	2,0	18,7							
Libéria	9,4	9,8	10,6				2,7	0,2				4,3	3,6	3,8	3,2
Libye	2,6	2,4	2,7						16,2	15,2		0,4	0,4	0,3	
Lituanie	5,9	6,2	6,2	4,9	4,8			16,6	3,9	6,9	2,5	2,4	2,3	2,4	2,6
Luxembourg	7,7	7,3	7,1						33,3	33,5	37,7	1,7	1,8	1,7	1,9
Macao (Chine)				2,4	2,3	2,0			20,7	18,6	14,0	4,4	4,6	5,1	4,4
Macédoine	7,8	7,6	7,1				4,7	9,7	0,1	103,8	131,3	1,0	1,0	0,5	
Madagascar	3,7	3,9	4,1	3,2	3,1	3,4	2,9	5,8				1,5	1,1	0,9	1,2
Malaisie	4,1	4,3	4,4	7,5	4,7			5,6	21,8	36,6	30,6	1,6	1,6	1,5	1,6
Malawi	10,7	12,9	9,9									0,8	0,8	0,7	
Maldives	10,6	10,4	9,8	7,8	8,0		8,1	7,2							
Mali	5,5	5,7	5,7	4,1			3,8	6,3	16,9	15,3	8,7	2,2	2,0	2,1	2,0
Malte	8,5	8,4	7,5									1,1	1,0	1,1	1,1
Maroc	5,2	5,2	5,0	5,9	5,5			11,3	4,0	4,8		2,3	2,1	2,1	2,0
Maurice	4,2	3,8	4,2	4,4	3,9			5,8				1,2	1,2	1,2	
Mauritanie	2,9	2,4	2,4	2,3	2,9		4,4		4,9	5,6	6,2				
Mexique	5,9	5,7	5,9	5,0	4,8			17,5	4,4	2,9		2,3	2,2	2,3	2,0
Micronésie	13,1	13,3	13,2									1,7	1,6	1,5	
Monaco	4,6	4,4	4,0						12,2	11,5	10,3	3,4	3,3	3,2	3,3
Mongolie	3,9	3,9	4,3			5,1		2,3	5,8	2,9	2,8	0,2	0,2	0,2	
Monténégro	9,6	9,3	8,9									3,6	3,1		3,8
Mozambique	5,4	5,0	4,9	5,2	5,0			3,7	18,8	12,3	12,1	0,4	0,3	0,4	0,4
Namibie	7,3	7,2	7,6		6,0		6,5								
Népal	6,0	5,6	5,1				3,8	4,6	12,2	9,5	11,3	0,4	0,5	0,5	0,4
Nicaragua	7,4	7,6	8,3					6,6							
Niger	5,7	5,9	5,3		3,3	4,1	3,7	6,3	2,1			1,3	1,2	1,4	
Nigéria	6,6	6,5	6,6					15,8					2,0	1,4	1,5
Norvège	9,1	8,6	8,9	7,0	6,5				1,6	1,1	1,2	0,9	0,8	0,9	0,9
Nouvelle-Zélande	8,8	9,3	9,0	6,5	6,2	6,2						2,6	2,5	2,6	3,0
Oman	2,6	2,4	2,4	3,5	4,0				5,0	4,5	3,6	1,9	1,7	1,6	1,5
Ouganda	6,4	6,6	6,3				3,8	9,0	5,5	11,7	7,3	0,7	0,7	0,7	0,6
Ouzbékistan	5,0	5,3	5,0												
Pakistan	2,8	2,7	2,7	2,3	2,6	2,8	2,9	10,1	25,9	3,1					
Palaos	11,4	10,5	10,8							1,4					
Panama	7,5	7,0	6,7				3,8	17,5				1,6	1,5	1,5	1,3
Papouasie-Nouvelle-Guinée	4,3	3,3	3,2					11,2				1,0	1,0	1,0	1,1
Paraguay	6,7	6,4	5,7					10,9				11,8	11,0	10,4	
Pays-Bas	9,1	8,9	8,9	5,5	5,5							1,5	1,5	1,5	1,4
Pérou	4,5	4,3	4,3	2,7	2,5	2,5		26,5	8,6	8,9	8,7	4,0	3,8	3,6	3,3
Philippines	3,7	3,8	3,9	2,5				16,8							

Pays	Dépenses publiques en santé (% du PIB)			Dépenses publiques en éducation (% du PIB)				Services de dette extérieure (% du RNB)				Dépenses militaires (% du PIB)			
	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)	2005 (%)	2006 (%)	2007 (%)	2008 (%)
Pologne	6,2	6,2	6,4	5,5	5,7			28,6	21,9	5,6	9,2				
Portugal	10,2	9,9	10,0	5,4	5,3							0,6	0,5	0,6	0,4
Qatar	4,0	4,2	3,8	3,3					7,2	6,0	4,8	0,8	0,8	0,8	0,8
République arabe syrienne	4,2	3,9	3,6		5,3	4,9			12,8	24,7	12,5	1,5	1,3	1,2	1,2
République centrafricaine	4,3	4,0	4,1		1,4	1,3			24,3	25,5	25,0	1,9	1,9	1,9	2,0
République de Corée	5,7	6,0	6,3	4,1	4,2							2,2	2,1	2,0	2,0
République de Moldavie	8,4	9,4	10,3	7,2	7,5	8,3	8,2	10,2							
République dém. du Congo	6,1	6,6	5,8									2,3	2,4	2,1	1,4
République dominicaine	5,5	5,6	5,4			2,2		8,2				2,4	2,4	2,4	2,4
République pop. dém. de Corée												1,1		1,1	1,6
République tchèque	7,2	7,0	6,8	4,3	4,6							2,0	1,7	1,5	1,5
Roumanie	5,1	4,5	4,7	3,5				18,2	9,9	8,6		0,7	0,5	0,6	0,6
Royaume-Uni	8,2	8,5	8,4	5,5	5,6				18,4	19,2	25,3	2,0	1,8	1,5	1,5
Rwanda	7,6	11,0	10,3	3,4		4,8	4,1	8,1	9,7	4,0		1,9	1,9	1,6	1,5
Saint-Kitts-et-Nevis	5,4	5,8	6,0	9,9				17,6	5,4	7,7					
Saint-Marin	7,5	7,2	7,1						16,7	17,9					
Saint-Vincent-et-les Grenadines	5,9	6,0	5,4	8,0		7,0		10,3							
Sainte-Lucie	5,7	6,4	6,3	5,5	6,5		6,3	5,9	13,4	10,3					
Samoa	4,6	4,8	5,0					4,6	7,3	7,7					
Sao Tomé-et-Principe	12,6	12,6	11,2					39,8	39,1	39,2					
Sénégal	5,4	5,8	5,7	5,1	4,8			6,4	5,7	4,4		1,4	1,6	1,7	1,6
Serbie	9,0	9,3	9,9							12,1	13,9	2,4	2,3	2,4	2,3
Seychelles	5,3	5,0	5,1		5,0			7,9	20,6	12,4		1,7	1,5	1,7	1,0
Sierra Leone	5,7	4,0	4,4	3,8				6,5	9,1	1,9		1,9	2,0	1,8	2,3
Singapour	3,3	3,2	3,1				2,8					4,5	4,3	4,0	4,1
Slovaquie	7,0	7,3	7,7	3,8	3,8							5,1	4,4	4,1	3,4
Slovénie	8,5	8,3	7,8	5,7	5,7										
Somalie									8,7	6,9	9,3	2,5	2,8	2,9	3,0
Soudan	3,8	3,8	3,5					6,6	6,6	5,5	4,4	1,6	1,5	1,4	1,4
Sri Lanka	4,0	4,2	4,2					4,6	4,6	3,3	2,5	4,3	4,2		
Suède	9,2	9,1	9,1	7,0	6,9							1,5	1,4	1,4	1,3
Suisse	11,2	10,8	10,8	5,7	5,5							0,9	0,8	0,8	0,8
Suriname	7,8	7,6	7,6												
Swaziland	7,4	6,6	6,0	7,9	8,3		7,9	1,5	1,6	1,9		2,4	2,2	2,1	
Tadjikistan	5,0	5,0	5,3	3,5	3,4	3,4	3,5	4,1	9,4	8,2	7,7	1,1	1,1	1,3	1,5
Tanzanie	3,9	6,5	5,3					4,3	3,1	1,5	1,2	1,0	1,0	1,0	0,9
Tchad	4,4	4,9	4,8	1,9					2,5	1,9	3,1				
Thaïlande	3,5	3,7	3,7	4,4	4,5	4,0		13,7							
Timor-Leste	14,9	16,4	13,6				7,1		2,4	1,2		1,6			2,0
Togo	5,9	6,4	6,1	3,4	3,6	3,7		2,0	3,4	3,1		1,2	1,4	1,5	
Tonga	4,7	5,2	4,4					3,9							
Trinité-et-Tobago	4,7	4,4	4,8						14,3	11,3		1,6	1,6	1,3	1,3
Tunisie	6,2	6,1	6,0	7,2	7,1			12,6							
Turkménistan	3,4	2,8	2,6						32,3	31,5	29,5	2,5	2,5	2,1	2,2
Turquie	5,7	4,8	5,0					37,0	18,1	16,9	19,4	2,8	2,8	2,9	2,7
Ukraine	6,9	6,9	6,9	6,1	6,2	5,3		13,0	5,2	2,1	1,7	2,4	2,2	2,3	
Uruguay	7,9	8,1	8,0	2,7	2,8	3,5	3,9	33,8	85,5	15,5	14,6	1,3	1,3	1,2	1,2
Vanuatu	3,4	3,2	3,6				6,1	1,3	1,7	1,4					
Venezuela	5,4	5,7	5,8		3,6	3,7		9,4	13,0	7,0	5,6	1,4	1,6	1,3	1,1
Viet Nam	6,0	6,6	7,1				5,3	2,6	2,1	2,2	1,9	1,8	1,9	2,1	2,0
Yémen	4,4	4,3	3,9				5,2	2,6	2,5	2,9	2,4	4,9	4,3	4,9	4,5
Zambie	7,0	6,4	6,2	2,0		1,5	1,4	10,9	3,8	2,5	3,2	2,0	1,9	1,3	1,8
Zimbabwe	8,9	9,3	8,9									3,8			

Source : Indicateurs de la Banque mondiale, <data.worldbank.org/indicator/>.

RATIFICATION DES TRAITÉS INTERNATIONAUX MENTIONNÉS DANS LA DÉCLARATION DU MILLÉNAIRE

Jusqu'au mois d'août 2010

A : Statut de Rome de la Cour pénale internationale, 1998. Entrée en vigueur le 1er juillet 2002.

B : Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction, 1997. Entrée en vigueur le 1er mars 1999.

C : Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996, annexé à la Convention sur l'interdiction ou limitation de l'emploi de certaines armes classiques, 1996. Entrée en vigueur le 3 décembre 1998.

D : Protocole de Kyoto de la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique, 1997. Entrée en vigueur le 16 février 2005.

E : Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés, 2000. Entrée en vigueur le 12 février 2002.

F : Protocole facultatif de la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, 2000. Entrée en vigueur le 18 janvier 2002.

G : Convention sur la diversité biologique, 1992. Entrée en vigueur le 29 décembre 1993.

H : Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, 1994. Entrée en vigueur le 26 décembre 1996.

	A	B	C	D	E	F	G	H		A	B	C	D	E	F	G	H
Afghanistan	●	●			●	●	●	●	Côte d'Ivoire	○	●		●		●	●	●
Afrique du Sud	●	●	●	●	●	●	●	●	Croatie	●	●	●	●	●	●	●	●
Albanie	●	●	●	●	●	●	●	●	Cuba			●	●	●	●	●	●
Algérie	○	●		●	●	●	●	●	Danemark	●	●	●	●	●	●	●	●
Allemagne	●	●	●	●	●	●	●	●	Djibouti	●	●	●	●		●	●	●
Andorre	●	●			●	●	●	●	Dominique	●	●		●	●	●	●	●
Angola	○	●		●	●	●	●	●	Égypte	○			●	●	●	●	●
Antigua-et-Barbuda	●	●		●		●	●	●	El Salvador		●	●	●	●	●	●	●
Arabie saoudite				●		●	●	●	Émirats arabes unis	○			●		●	●	●
Argentine	●	●	●	●	●	●	●	●	Équateur	●	●	●	●	●	●	●	●
Arménie	○			●	●	●	●	●	Érythrée	○	●		●	●	●	●	●
Australie	●	●	●	●	●	●	●	●	Espagne	●	●	●	●	●	●	●	●
Autriche	●	●	●	●	●	●	●	●	Estonie	●	●		●	○	●	●	
Azerbaïdjan				●	●	●	●	●	État de la Cité du Vatican		●	●		●	●		
Bahamas	○	●		●		●	●	●	États-Unis d'Amérique	○		●	○	●	●	○	●
Bahrein	○			●	●	●	●	●	Éthiopie		●		●		●	●	●
Bangladesh	●	●	●	●	●	●	●	●	Fédération de Russie	○		●	●	●	●	●	●
Barbade	●	●		●		●	●	●	Fidji	●	●		●	○	●	●	●
Bélarus		●	●	●	●	●	●	●	Finlande	●	●	●	●	●	●	●	●
Belgique	●	●	●	●	●	●	●	●	France	●	●	●	●	●	●	●	●
Belize	●	●		●	●	●	●	●	Gabon	●	●		●	○	●	●	●
Bénin	●	●		●	●	●	●	●	Gambie	●	●		●	○	●	●	●
Bhoutan		●		●	●	●	●	●	Géorgie	●		●	●		●	●	●
Bolivie	●	●	●	●	●	●	●	●	Ghana	●	●		●	○	●	●	●
Bosnie-Herzégovine	●	●	●	●	●	●	●	●	Grèce	●	●	●	●	●	●	●	●
Botswana	●	●		●	●	●	●	●	Grenade		●		●		●	●	●
Brésil	●	●	●	●	●	●	●	●	Guatemala		●	●	●	●	●	●	●
Brunei Darussalam		●		●		●		●	Guinée	●	●		●		●	●	●
Bulgarie	●	●	●	●	●	●	●	●	Guinée Équatoriale		●		●		●	●	●
Burkina Faso	●	●	●	●	●	●	●	●	Guinée-Bissau	○	●	●	●	○	●	●	●
Birmanie				●		●	●	●	Guyana	●	●		●		●	●	●
Burundi	●	●		●	●	●	●	●	Haïti	○			●	○	●	●	●
Cambodge	●	●	●	●	●	●	●	●	Hollande	●	●	●	●	●	●	●	●
Cameroun	○	●	●	●	○	●	●	●	Honduras	●	●	●	●	●	●	●	●
Canada	●	●	●	●	●	●	●	●	Hongrie	●	●	●	●	●	●	●	●
Cap-Vert	○	●	●	●	●	●	●	●	Îles Cook	●	●		●		●	●	●
Chili	●	●		●	●	●	●	●	Îles Marshall	●	○		●		●	●	●
Chine			●	●	●	●	●	●	Îles Salomon	○	●		●		●	●	●
Chypre	●	●	●	●		●	●	●	Inde			●	●	●	●	●	●
Colombie	●	●	●	●	●	●	●	●	Indonésie		●		●	○	●	●	●
Comores	●	●		●		●	●	●	Iran	○			●		●	●	●
Communauté Européenne				●			●	●	Iraq		●		●	●	●		
Congo	●	●		●			●	●	Irlande	●	●	●	●	●	●	●	●
Costa Rica	●	●	●	●	●	●	●	●	Islande	●	●	●	●	●	●	●	●

● Ratification, adhésion, approbation, notification ou succession, acceptation, consentement à être lié ou signature définitive.
○ Signature pas encore ratifiée.

	A	B	C	D	E	F	G	H		A	B	C	D	E	F	G	H
Israël	○		●	●	●	●	●	●	Pologne	●	○	●	●	●	●	●	●
Italie	●	●	●	●	●	●	●	●	Portugal	●	●	●	●	●	●	●	●
Jamaïque	○	●		●	●	●	●	●	Qatar		●	●	●	●	●	●	●
Japon	●	●	●	●	●	●	●	●	République arabe syrienne	○				●	●	●	●
Jordanie	●	●		●	●	●	●	●	République centrafricaine	●	●		●		●	●	●
Kazakhstan				●	●	●	●	●	République de Corée	●			●	●	●	●	●
Kenya	●	●		●	●	●	●	●	République de Moldavie	○	●	●	●	●	●	●	●
Kirghizistan	○			●	●	●	●	●	Republique démocratique du Congo	●	●		●	●	●	●	●
Kiribati		●		●		●	●	●	République Dominicaine	●	●	●	●	○	●	●	●
Koweït	○	●		●	●	●	●	●	République pop. dém. de Corée				●		●	●	●
Lao, RDP			●	●	●	●	●	●	République tchèque	●	●	●	●	●	●	●	●
Lesotho	●	●	●	●	●	●	●	●	Roumanie	●	●	●	●	●	●	●	●
Lettonie	●	●	●	●	●	●	●	●	Royaume-Uni	●	●	●	●	●	●	●	●
Liban				●	○	●	●	●	Rwanda		●		●	●	●	●	●
Libéria	●	●	●	●	○	●	●	●	Saint-Kitts-et-Nevis	●	●		●		●	●	●
Libye				●	●	●	●	●	Saint-Marin	●	●		●	○	●	●	●
Liechtenstein	●	●	●	●	●	●	●	●	Saint-Vincent-et-les Grenadines	●	●		●		●	●	●
Lituanie	●	●		●	●	●	●	●	Sainte-Lucie	○	●		●		●	●	●
Luxembourg	●	●	●	●	●	●	●	●	Samoa	●	●		●		●	●	●
Macédoine	●	●	●	●	●	●	●	●	Sao Tomé-et-Principe	○	●		●		●	●	●
Madagascar	●	●	●	●	●	●	●	●	Sénégal	●	●		●	●	●	●	●
Malaisie	●	●		●		●	●	●	Serbie	●	●	●	●	●	●	●	●
Malawi	●	●		●	○	●	●	●	Seychelles	○	●	●	●	○	●	●	●
Maldives		●		●	●	●	●	●	Sierra Leone	●	●		●	●	●	●	●
Mali	●	●	●	●	●	●	●	●	Singapour				●	●	●	●	●
Malte	●	●	●	●	●	●	●	●	Slovaquie	●	●	●	●	●	●	●	●
Maroc	○		●	●	●	●	●	●	Slovénie	●	●	●	●	●	●	●	●
Maurice	●	●	●	●	●	●	●	●	Somalie				●	○	●	●	●
Mauritanie		●		●		●	●	●	Soudan	○	●		●	●	●	●	●
Mexique	●	●	●	●	●	●	●	●	Sri Lanka		●	●	●	●	●	●	●
Micronésie				●	○	●	●	●	Suède	●	●	●	●	●	●	●	●
Monaco	○	●		●	●	●	●	●	Suisse	●	●	●	●	●	●	●	●
Mongolie	●		●	●	●	●	●	●	Suriname		●		●	○	●	●	●
Monténégro	●	●	●	●	●	●	●	●	Swaziland	●	●		●		●	●	●
Mozambique	○	●		●	●	●	●	●	Tadjikistan	●	●	●	●	●	●	●	●
Namibie	●	●		●	●	●	●	●	Tanzanie	●	●		●	●	●	●	●
Nauru	●	●	●	●	○	●	●	●	Tchad	●	●		●	●	●	●	●
Népal				●	●	●	●	●	Thaïlande	○	●		●	●	●	●	●
Nicaragua		●		●	●	●	●	●	Timor-Leste	●	●		●	●	●	●	●
Niger	●	●	●	●		●	●	●	Togo		●	●	●	●	●	●	●
Nigéria	●	●		●	○	●	●	●	Tonga				●		●	●	●
Niue		●		●		●	●	●	Trinité-et-Tobago	●	●		●		●	●	●
Norvège	●	●	●	●	●	●	●	●	Tunisie		●	●	●	●	●	●	●
Nouvelle-Zélande	●	●	●	●	●	●	●	●	Turkménistan		●	●	●	●	●	●	●
Oman	○			●	●	●	●	●	Turquie		●		●	●	●	●	●
Ouganda	●	●	●	●	●	●	●	●	Tuvalu				●		●	●	●
Ouzbékistan	○		●	●	●	●	●	●	Ukraine	○	●	●	●	●	●	●	●
Pakistan			●	●	○	●	●	●	Uruguay	●	●	●	●	●	●	●	●
Palaos		●		●		●	●	●	Vanuatu		●		●	●	●	●	●
Panama	●	●	●	●	●	●	●	●	Venezuela	●	●	●	●	●	●	●	●
Papouasie-Nouvelle-Guinée		●		●		●	●	●	Viet Nam				●	●	●	●	●
Paraguay	●	●	●	●	●	●	●	●	Yémen	○	●		●	●	●	●	●
Pérou	●	●		●	●	●	●	●	Zambie	●	●		●		●	●	●
Philippines	○	●	●	●	●	●	●	●	Zimbabwe	○	●		●		●	●	●

Source : Site Web de la Collection des Traités des Nations Unies, Base de données "État des traités multilatéraux déposés auprès du Secrétaire général" (untreaty.un.org/).

- Ratification, adhésion, approbation, notification ou succession, acceptation, consentement à être lié ou signature définitive.
- Signature pas encore ratifiée.

RATIFICATIONS DES CONVENTIONS FONDAMENTALES DE L'OIT

Jusqu'au mois d'août 2010

C 87 : Convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.
C 98 : Convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.
C 100 : Convention sur l'égalité de rémunération, 1951.
C 105 : Convention sur l'abolition du travail forcé, 1957.
C 111 : Convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.
C 138 : Convention sur l'âge minimum, 1973.
C 182 : Convention sur les pires formes de travail des enfants, 1999.

Pays qui ont ratifié toutes les Conventions mentionnées :

Afrique du Sud ; Albanie ; Algérie ; Allemagne ; Angola ; Antigua-et-Barbuda ; Argentine ; Arménie ; Autriche ; Azerbaïdjan ; Bahamas ; Barbade ; Bélarus ; Belgique ; Belize ; Bénin ; Bolivie ; Bosnie-Herzégovine ; Botswana ; Bulgarie ; Burkina Faso ; Burundi ; Cambodge ; Cameroun ; Chili ; Chypre ; Colombie ; Comores ; Congo ; Costa Rica ; Côte d'Ivoire ; Croatie ; Danemark ;

Djibouti ; Dominique ; Équateur ; Égypte ; El Salvador ; Espagne ; Estonie ; Éthiopie ; Fédération de Russie ; Fidji ; Finlande ; France ; Gambie ; Géorgie ; Grenade ; Grèce ; Guatemala ; Guinée ; Guinée Équatoriale ; Guyana ; Haïti ; Honduras ; Hongrie ; Indonésie ; Irlande ; Islande ; Israël ; Italie ; Jamaïque ; Kazakhstan ; Kirghizistan ; Kiribati ; Lesotho ; Lettonie ; Libye ; Lituanie ; Luxembourg ; Macédoine ; Madagascar ; Malawi ; Mali ; Malte ; Maurice ; Mauritanie ; Mongolie ; Monténégro ; Mozambique ; Namibie ; Nicaragua ; Niger ; Nigéria ; Norvège ; Ouganda ; Pakistan ; Panama ; Papouasie-Nouvelle-Guinée ; Paraguay ; Pays-Bas ; Pérou ; Philippines ; Pologne ; Portugal ; République arabe syrienne ; République centrafricaine ; République de Moldavie ; République dém. du Congo ; République dominicaine ; République tchèque ; République-Unie de Tanzanie ; Roumanie ; Royaume-Uni ; Rwanda ; Saint-Kitts-et-Nevis ; Samoa ; Saint-Marin ; Saint-Vincent-et-Grenadines ; Sao-Tomé-et-Principe ; Sénégal ; Serbie ; Seychelles ; Slovaquie ; Slovénie ; Sri Lanka ; Suède ; Suisse ; Swaziland ; Tadjikistan ; Tchad ; Togo ; Trinité-et Tobago ; Tunisie ; Turquie ; Ukraine ; Uruguay ; Venezuela ; Yémen ; Zambie ; Zimbabwe.

PAYS QUI N'ONT PAS RATIFIÉ TOUTES LES CONVENTIONS MENTIONNÉES	LIBERTÉ SYNDICALE ET NÉGOCIATION COLLECTIVE		ÉLIMINATION DU TRAVAIL FORCÉ	ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION EN MATIÈRE DE L'EMPLOI ET LA PROFESSION		ÉLIMINATION DU TRAVAIL DES ENFANTS		PAYS QUI N'ONT PAS RATIFIÉ TOUTES LES CONVENTIONS MENTIONNÉES	LIBERTÉ SYNDICALE ET NÉGOCIATION COLLECTIVE		ÉLIMINATION DU TRAVAIL FORCÉ	ÉLIMINATION DE LA DISCRIMINATION EN MATIÈRE DE L'EMPLOI ET LA PROFESSION		ÉLIMINATION DU TRAVAIL DES ENFANTS	
	C 87	C 98		C 105	C 100	C 111	C 138		C 182	C 87		C 98	C 105	C 100	C 111
Afghanistan	□	□	■	■	■	□	■	Lao, RDP	□	□	□	■	■	■	■
Arabie saoudite	□	□	■	■	■	□	■	Liban	□	■	■	■	■	■	■
Australie	■	■	■	■	■	□	■	Libéria	■	■	■	□	■	□	■
Bahrein	□	□	■	□	■	□	■	Malaisie	□	■	●	■	□	■	■
Bangladesh	■	■	■	■	■	□	■	Maroc	□	■	■	■	■	■	■
Birmanie/Myanmar	■	□	□	□	□	□	□	Mexique	■	□	■	■	■	□	■
Brésil	□	■	■	■	■	■	■	Népal	□	■	■	■	■	■	■
Canada	■	□	■	■	■	□	■	Nouvelle-Zélande	□	■	■	■	■	□	■
Cap-Vert	■	■	■	■	■	□	■	Oman	□	□	■	□	□	■	■
Chine	□	□	□	■	■	■	■	Ouzbékistan	□	■	■	■	■	■	■
Cuba	■	■	■	■	■	■	□	Qatar	□	□	■	□	■	■	■
Émirats arabes unis	□	□	■	■	■	■	■	République de Corée	□	□	□	■	■	■	■
Érythrée	■	■	■	■	■	■	□	Sainte-Lucie	■	■	■	■	■	□	■
États-Unis d'Amérique	□	□	■	□	□	□	■	Sierra Leone	■	■	■	■	■	□	□
Gabon	■	■	■	■	■	□	■	Singapour	□	■	●	■	□	■	■
Ghana	■	■	■	■	■	□	■	Somalie	□	□	■	□	■	□	□
Guinée-Bissau	□	■	■	■	■	■	■	Soudan	□	■	■	■	■	■	■
Îles Salomon	□	□	□	□	□	□	□	Suriname	■	■	■	□	□	□	■
Inde	□	□	■	■	■	□	□	Thaïlande	□	□	■	■	□	■	■
Iran	□	□	■	■	■	□	■	Timor-Leste	■	■	□	□	□	□	■
Iraq	□	■	■	■	■	■	■	Turkménistan	■	■	■	■	■	□	□
Japon	■	■	□	■	□	■	■	Vanuatu	■	■	■	■	■	□	■
Jordanie	□	■	■	■	■	■	■	Viet Nam	□	□	□	■	■	■	■
Kenya	□	■	■	■	■	■	■								
Koweït	■	■	■	□	■	■	■								

Source : ILOLEX. Base de données du Site Web de l'OIT (www.ilo.org).

- Convention ratifiée
- Convention en attente de ratification
- Convention dénoncée